

Journal de bord, décembre 2018

Le 12, pendant 2 heures, après avoir échangé nos points de vues sur la position du premier ministre face aux injonctions de la NVA, nous avons surtout discuté du pacte migration, de ce qui se dit, de la méconnaissance de son contenu. En effet, beaucoup d'entre-nous n'en avaient pas la moindre idée. mais avaient entendu parler d'un risque d'être envahis par un flot de migrants... Il n'a pas fallu longtemps pour trouver des infos pertinentes sur le sujet. Après avoir lu des extraits du pacte, les craintes ont laissé la place à de l'optimisme...

Pacte de l'ONU sur les migrations, Marakkesh, les 10 et 11 décembre :

« Aux termes de l'article 79, paragraphe 1, du TFUE, l'Union doit développer une politique commune de l'immigration visant à assurer, à tous les stades, une gestion efficace des flux migratoires, un traitement équitable des ressortissants de pays tiers en séjour régulier dans les États membres, ainsi qu'une prévention de l'immigration illégale et de la traite des êtres humains et une lutte renforcée contre celles-ci.

À ces fins, des mesures doivent être adoptées dans les domaines suivants: les conditions d'entrée et de séjour, ainsi que les normes concernant la délivrance par les États membres de visas et de titres de séjour de longue durée, y compris aux fins du regroupement familial; la définition des droits des ressortissants des pays tiers en séjour régulier dans un État membre, y compris les conditions régissant la liberté de circulation et de séjour dans les autres États membres; l'immigration clandestine et le séjour irrégulier, y compris l'éloignement et le rapatriement des personnes en séjour irrégulier; et la lutte contre la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.

En outre, en vertu de l'article 79, paragraphe 4, du TFUE, des mesures peuvent être établies pour encourager et appuyer l'action des États membres en vue de favoriser l'intégration des ressortissants de pays tiers en séjour régulier sur leur territoire, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres.

Le pacte mondial pour les migrations dresse une liste d'objectifs communs en vue de migrations sûres, ordonnées et régulières. »

Source : https://www.senat.fr/europe/textes_europeens/e12986.pdf

Le 20/12, pendant deux heures, nous avons d'abord discuté des gilets jaunes, par après, nous avons évalué et organisé le repas du jeudi.

En ce qui concerne le mouvement des gilets jaunes, certains font remarquer que les situations en France et en Belgique sont différentes. Les gilets jaunes semblent moins déterminés en Belgique. Les conditions de vie seraient-elles plus faciles chez nous ? C'est une impression, mais il faudrait objectiver. Ceux qui ont eu l'occasion d'aller faire leurs courses à l'Intermarché de Givet ont remarqué que beaucoup de produits coûtent moins cher en France. Oui, mais qu'en est-il des revenus ? Les pensions ? Le salaire minimum ? En France, le chômage est limité dans le temps. Chez nous, la dégressivité l'amène à un bas montant qui n'est guère plus élevé que le RIS.

D'après nos recherches, le salaire ne présente pas une différence significative entre la France et la Belgique : <https://www.lesfrontaliers.lu/fiscalite/quel-est-le-salaire-minimum-en-france-belgique-allemande-et-luxembourg/>

En ce qui concerne les impôts, la différence est très importante : Le travail est beaucoup plus taxé en Belgique qu'en France : <https://www.french-connect.com/2118-entreprendre-comparatif-fiscal-france-belgique.html>

Par contre, les cotisations sociales sont beaucoup plus importantes en France qu'en Belgique : <https://www.french-connect.com/2942-entreprendre-tableau-de-correspondance-francebelgique-sur-les-cotisations-sociales-salariales-et-patronales.html>

En combinant les cotisations sociales salariales et les impôts, les revenus du travail en France et en Belgique se ressemblent donc.

Le comparatif fiscal nous indique cependant que les revenus de l'argent et du patrimoine sont plus taxés en France qu'en Belgique.

Mais alors, d'où nous vient l'impression que les gilets jaunes sont plus nombreux en France ? La France est beaucoup plus grande... Les Français n'auraient-ils pas une sensibilité sociale plus forte ? Seraient-ils plus revendicatifs ? Ou ont-ils une pratique de la citoyenneté plus ancienne et plus développée ?

Il n'y a pas que le PTB (extrême gauche) qui récupère le mouvement des gilets jaunes. Il y a aussi l'extrême droite. C'est pour cela que, pour la plupart, nous n'adhérons pas. Peut-être est-ce parce que, depuis des années, nous travaillons à éveiller la citoyenneté de tout un chacun, que nous luttons à défendre nos droits et nos idées ?

Depuis des années, il y a eu des actions nationales et européennes contre l'austérité et contre l'appauvrissement de la population. Nous avons participé à plusieurs manifestations. Il y avait du monde, les syndicats, le monde associatif, mais il n'y avait pas une large conscience populaire. C'est maintenant que les portefeuilles sont touchés que les gens bougent, spontanément.

Avec de l'expérience et de l'organisation, les gilets jaunes n'auraient pas été débordés par la violence de certains et l'infiltration d'extrémistes. Le mouvement est plein de bonnes intentions, mais il est récupéré par des vampires et dévasté par les habituels fouteurs de troubles. La question est donc maintenant : Comment être un citoyen responsable et participatif sans devenir un tremplin pour d'autres ?

Face au manque de confiance croissant vis à vis du monde politique, Gauche-droite est-ce que ça a encore du sens ?

- Pour moi un socialiste doit respecter la ligne de conduite de son parti !
- Le jour où les Belges voteront majoritairement pour un même parti, celui-ci pourra pleinement appliquer sa politique...

Certes, les socialistes au pouvoir ont été pervertis par trop de compromis. C'est le revers de notre système de coalitions. Par contre, ce système permet à plus de citoyens d'être représentés au niveau du pouvoir. Cependant, voilà, tout le monde ne pense pas pareil. Ce sont pourtant bien les électeurs qui donnent le ton. Or, force est de constater que la droite et son libéralisme débridé représente une part importante des forces au pouvoir. Les socialistes se sont compromis en s'associant à eux, mais par contre, ils ont aussi imposé un peu de leurs valeurs, à un point tel de mettre Bart De Wever en grosse colère. La question à se poser, n'est-ce pas : Quelle serait la situation, s'il n'y avait pas eu la pression socialiste depuis toutes ces années ?

Même si la dualisation gauche-droite se perd un peu dans la mêlée, il reste deux options opposées :

- La primauté des droits égalitaires sur le mérite et de l'intérêt collectif sur le particulier, d'une part.

- La primauté du mérite et de la liberté d'entreprendre en tant que moteurs des intérêts individuels, d'autre part.

Mais, n'est-ce vraiment pas possible de garantir des mêmes droits fondamentaux pour tous, tout en valorisant le mérite ? Après tout, qu'importe que certains gagnent beaucoup trop d'argent, si tous ont accès à une vie digne et agréable ? Se battre contre la pauvreté n'implique pas de vouloir supprimer la richesse, bien au contraire ! En organisant une juste répartition, la richesse des uns peut contribuer à la prospérité de tous. Tant que les riches contribuent au financement d'une société juste et équitable, ne sont-ils pas nécessaires au développement d'une bonne sécurité sociale ?

Quant à l'intérêt collectif, n'est-il pas favorisé par un développement individuel épanouissant ? N'est-ce pas en combinant les deux idéologies, la gauche et la droite, à priori antagonistes, que l'on peut créer une cohésion sociale harmonieuse, dans le respect de tous ?

- Mais, alors, ce sont les centristes qui ont raison ?
- Si être au centre, c'est accepter du bout des lèvres autant la droite que la gauche, si c'est faire de la politique en demi-teinte, sans franche conviction, est-ce que ça ne manque pas de « punch » ?
- Mais est-ce qu'il convient encore de faire la distinction gauche-droite ?
- On distingue comment, alors ?
- Pourquoi pas en parlant de conservateurs, libéraux, socialistes, etc ?
- Socio-libéraux ?
- Tu crois que ça existe ?
- Macron ?
- Bof, c'est plutôt un intello qui s'emballe !
- Donc, pourquoi pas une coalition à la Belge, avec plusieurs idéologies obligées de faire chacune des concessions pour pouvoir gouverner ?
- Quelle différence avec des centristes ?
- L'intensité des convictions de chacun reste intacte en cas de coalition.

...

En fin de journée, nous avons évalué le repas du jeudi : Il y a toujours peu de convives, mais ceux qui participent sont très satisfaits et souhaitent que le repas continue. Certains sont en demande de pouvoir venir avec du vin. C'est compliqué. Sans abus, le vin est une bonne chose, mais il faut aussi penser à ne pas nuire, ni aux alcooliques en abstinence, ni aux personnes qui prennent des médicaments incompatibles avec la consommation d'alcool. Nous nous mettons d'accord sur une courte période de tolérance, à l'occasion des fêtes, en guise de test et pour une consommation raisonnable limitée au repas et aux convives qui le souhaitent, qui le peuvent et sans promotion, sans tenter d'entraîner les autres. Le test sera évalué en janvier. Ensuite, la question sera soumise au Conseil d'Administration.

Des projets de menus ont été discutés et choisis pour les futurs repas.

En décembre, après nous être réjouis de voir la NVA claquer la porte, nous avons aussi beaucoup discuté de manière informelle des tribulations du gouvernement, du rôle du roi, de ses options, de celles d'un gouvernement en affaires courantes. Certains auraient voulu des élections anticipées, mais d'autres leur ont expliqué les avantages de voter pour tous les niveaux de pouvoir en même temps, afin d'éviter des attitudes électoralistes qui seraient nuisibles à la formation d'un gouvernement fédéral, alors que nous serions en période préélectorale pour les régionales et les européennes...

La mise à jour du répertoire social de Dinant, a bien avancé.